

Il est encore temps pour inverser le cours des choses

Albert de Booy parle avec Jean-François Rischard

« L'humanité n'est tout simplement pas en train de s'occuper sérieusement de trouver des solutions définitives et rapides aux vingt problèmes globaux les plus urgents », dit Jean-François Rischard. « Le but n'est pas de changer tout le système international ou de créer de nouvelles institutions à l'aide de la nouvelle méthodologie GIN. L'idée est de travailler avec des groupes d'experts existants pour créer un environnement dans lequel les pays et les hommes politiques seront mis sous beaucoup plus de pression qu'à l'heure actuelle, de prendre en main rapidement les problèmes planétaires urgents en s'élevant au-dessus du territorial et du court terme électoral. »

Vous avez cogité pendant longtemps sur l'avenir de notre planète. Qu'est-ce qui nous attend ?

« L'humanité est à la veille d'une période particulièrement dangereuse. Nous en sommes tous plus ou moins conscients. Mais il est encore temps pour inverser le cours des choses. Néanmoins ce que nous faisons n'est pas suffisant et les mesures rapides et approfondies que la situation requiert sont connues mais pas mises en œuvre ; songez par exemple à l'échec de la conférence de Copenhague sur le réchauffement global d'il y a quelques semaines. On peut dire sans trop exagérer que l'humanité n'est tout simplement pas en train de s'occuper sérieusement de trouver des solutions définitives et rapides aux vingt problèmes globaux les plus urgents, dont plusieurs peuvent faire ou défaire la planète. Ces vingt défis planétaires se composent pour un tiers de questions environnementales, comme le réchauffement climatique et la perte de la biodiversité ; d'une manière générale, notre empreinte écologique dépasse dès à présent l'équivalent de plus d'une planète et si nous ne ralentissons pas cette évolution, d'ici à 2050 nous n'en contrôlerons certainement plus les conséquences. La pauvreté, les maladies contagieuses, le trafic de drogue, le terrorisme et autres forment dans ce monde

complexe deux tiers des problèmes. Et sans résolution rapide, une demi-douzaine de ces problèmes globaux pourrait engendrer dans les 3-4 décennies à venir une procession redoutable et assez prédictible de méga-crisés dans le sillage de la violente crise financière actuelle (La liste complète des vingt problèmes les plus pressants se trouve en fin de cet article). »

Pourquoi ne résolvons-nous pas les problèmes dans le monde ?

« C'est une bonne question. Manifestement ces problèmes globaux sont très importants, mais ils peuvent être tous résolus, comme je l'ai indiqué dans mon livre '20 défis pour la planète, 20 ans pour y faire face' (Actes Sud, 2003). Les coûts liés à leur résolution sont estimés annuellement à seulement 3 à 5% du Produit National Brut (PNB) de tous les pays réunis. Et pourtant nous ne traitons pas les problèmes. Pourquoi ? A première vue c'est parce que le système international actuel – qui a effectivement prouvé ici et là son utilité – est cependant inadapté en tant que tel pour faire face à cette génération de problèmes mondiaux. Les traités et autres accords sont trop limités et il y a peu de moyens d'en imposer l'exécution. Les grandes conférences intergouvernementales agitent un peu les

gens, mais cela en reste là. Le club des pays riches et de la Russie, le G8, et son extension partielle en G20 ne réagissent que de manière superficielle et semblent naviguer à vue. Les 45 organisations internationales sont en fait très petites par rapport à la taille des problèmes et manquent de l'indépendance de mouvement nécessaire, et par conséquent ne sont pas en mesure, à elles seules, de lutter efficacement contre les crises à venir. »

« Mais ce ne sont là que des explications de surface. A mon avis, la véritable réponse profonde à cette question est la suivante : il y a un conflit absolu entre la perspective purement territoriale des quelque deux cents états-nations du monde et l'horizon électoral à court terme de leurs hommes politiques d'une part, et l'approche transfrontalière et à long terme que nécessite le solutionnement des problèmes planétaires urgents, d'autre part. Pour l'humanité et la planète, c'est un conflit mortel. »

Comment mettre fin à ce conflit ?

« Je pense qu'il ne nous reste que quelques années pour se défaire de ce conflit mortel, qui paralyse la recherche et la mise en œuvre de solutions. Il y a trois pistes pour le faire, mais dont une seulement a une possibilité de réussir. »

« Première piste : il y a des tentatives hésitantes pour réformer **l'actuel système international**. Pensez aux tentatives de changer la composition du Conseil de Sécurité des Nations Unies et d'augmenter le pourcentage de votes des pays émergents au sein du Fonds Monétaire International (FMI). Mais ce sont là de bien faibles mesures ; et ces réformes, qui prennent beaucoup de temps, ne peuvent contribuer à la résolution de problèmes énormes et urgents auxquels le monde n'est confronté que d'une manière marginale. En fait, ce n'est pas une vraie piste : le vrai problème, c'est le comportement des pays et de la classe politique. La deuxième piste est plus pertinente. Elle suppose la **création d'un gouvernement mondial** qui serait capable de mettre la pression sur les états-nations pour qu'ils poursuivent d'une manière vigoureuse leur parts respectives du solutionnement des grands problèmes de la planète. Mais cette piste est un fantasme. Cette idée ne pourrait pas être réalisée en moins de quelques décennies, et de plus elle est immédiatement rejetée par la plupart d'entre nous. Heureusement il y a une troisième piste, consistant à injecter des **innovations palliant les plus grosses faiblesses du système actuel de solutionnement des problèmes globaux**. Il y a plusieurs idées dans cette catégorie, mais celle que je défends, c'est celle de constituer au plus vite une vingtaine de groupes d'experts mondiaux autour de la vingtaine de grands problèmes existants. Je les appelle les 'Global Issues Networks' ou les GIN. A mon avis, c'est la seule méthode qui permettrait d'infléchir le cours des choses dans les brefs délais qui nous sont impartis. »

Quel est le raisonnement derrière cette méthode ?

« Cette méthodologie commence par reconnaître qu'une période dangereuse approche, ce qui exige une prise en main de la planète plus rapide et plus décidée si l'on veut prévenir les énormes difficultés qui pointent à l'horizon avant qu'il ne soit trop tard. Si je dis qu'il faut passer la main aux experts, ce n'est d'ailleurs ni par dédain de la démocratie, ni même par quelque aveugle respect à leur égard, mais tout simplement *parce que nous n'avons plus le temps de faire autre chose*.

Au moyen d'une vingtaine de GIN, les meilleurs experts du monde seraient, au nom de tous, appelés à réfléchir aux problèmes et à trouver des solutions. Pourquoi ?

Parce que les solutions sérieuses aux menaces considérables

auxquelles nous devons faire face ne tomberont pas du ciel, ni ne sortiront des débats et des compromis entre les gouvernements de deux cent états-nations dont les postulats de départ sont les avantages pour les propres territoires et l'impact sur le résultat des prochaines élections nationales. C'est donc une bonne idée de mettre en place, avec au départ l'aide des organisations internationales existantes, vingt 'Global Issues Networks' (GIN) permanents et indépendants, un pour chaque problème mondial urgent. »

Comment sont composés ces GIN et que peuvent-ils faire ?

« Dans chaque GIN siègeraient les meilleurs experts mondiaux, provenant des gouvernements, des entreprises et de la société civile ; ils seraient recrutés uniquement pour leurs connaissances et expertise, sans égard pour leur nationalité, sexe, appartenance à tel ou tel groupe, etc. Ces GIN utiliseraient de nouvelles techniques (consensus approximatif, wiki...) et passeraient par trois phases, le GIN s'agrandissant à chaque phase. Mais au cœur du processus – lors de la deuxième phase – les GIN et leurs experts doivent élaborer un ensemble de solutions mondiales détaillées 'pures et dures' pour chacun des problèmes respectifs, comme si la terre était gérée par une seule structure de direction et non pas divisée en deux cents états indépendants.

Ensuite, on leur demanderait d'établir des normes opérationnelles et précises, correspondant à ces solutions mondiales détaillées, de telle façon que ces normes, si elles étaient suivies par chacun des états-nations, amèneraient le monde vers un solutionnement définitif du problème en question. »

A quoi vont servir ces normes opérationnelles détaillées ?

« Au cours de la dernière phase, les GIN étendraient leur membership au-delà des experts et entreprendraient des notations annuelles solennelles des deux cent états-nations en fonction de ces normes. Imaginez ainsi 20 tableaux de classement – un pour chaque grand problème



Photographie : Enith Stenhuyts

planétaire - sortant ensemble, par exemple, tous les premiers septembre de chaque année. Dans chaque tableau, il y aurait cinq catégories de 'médaillles' : or, argent, bronze, marron, noire. Les médailles d'or vont aux pays qui contribuent activement à la résolution du problème en question, au point d'aller bien au-delà de leurs propres intérêts. A l'autre extrême, les états voyous ou criminels reçoivent des médailles noires au regard du problème en question. (Par exemple, les Etats-Unis en matière de réchauffement climatique ; le Japon et d'autres en matière de disparition des ressources halieutiques ou de pêche). »

L'idée est de créer ainsi une façon d'alerter le public mondial, dans un format solennel et très clair, sur l'état des courses : quels sont les grands problèmes de la planète ? Où en est mon pays par rapport aux autres ? Où en est-il par rapport aux résultats de l'année précédente ?

« Ceci aurait deux effets salutaires. En amont, la réputation des gouvernements des états-nations et de leurs hommes politiques pourrait s'en ressentir positivement ou négativement (naming and shaming). Mais cela pourrait même aller plus loin : si, de plus, les tableaux de classement encouragent les gouvernements les plus vertueux, les mouvements de consommateurs, les investisseurs etc. à imposer des sanctions (par exemple des boycotts) aux pays les plus mal notés et ne faisant pas grand-chose pour la planète, tant mieux. Rappelez-vous, on essaye de trouver un substitut pour les pressions qu'exercerait l'impossible gouvernement mondial. Bien entendu, à l'inverse, les pays recevant des médailles d'or ou d'argent se verraient honorés et encouragés dans leur citoyenneté mondiale exemplaire.

En aval, les électeurs, renseignés par les tableaux de classement sur la taille et l'importance des plus importants problèmes planétaires et sur les performances ou non-performances relatives de leur pays, peuvent alors faire pression sur leurs candidats politiques nationaux, preuves à l'appui, pour qu'ils s'engagent d'avantage sur le long terme pour le bien-être de la terre, s'ils veulent être élus. On peut même imaginer que pourraient se mettre en place des mouvements politiques transfrontaliers, qui s'occuperaient des problèmes mondiaux les plus urgents, en faisant peu de foin des partis nationaux droite-gauche qui, face aux grands problèmes globaux, font vieux jeu... »

Doit-on reconstruire tout le système international depuis zéro ?

« Non. Le but n'est pas de changer tous le système international ou de créer de nouvelles institutions à l'aide de la nouvelle méthodologie GIN. L'idée est de travailler avec des

groupes d'experts existants – les meilleurs que l'ont puisse trouver - et d'utiliser leurs analyses, leurs solutions, leurs normes opérationnelles de façon à créer un environnement dans lequel les pays et les hommes politiques seront mis sous beaucoup plus de pression, plus qu'à l'heure actuelle, pour prendre en main rapidement les problèmes planétaires urgents en s'élevant au-dessus du territorial et du court terme électoral. En outre, cette méthode faciliterait l'émergence à travers le monde d'une nouvelle génération d'électeurs qui se sentiraient en premier lieu citoyens du monde, ensuite seulement citoyens de leur pays. Et non l'inverse, ce qui serait aussi mortel que le conflit dont je parlais tout à l'heure. »

Voulez-vous parler d'une toute nouvelle façon de penser ?

« Oui. Bizarrement, jusqu'à présent très peu d'attention a été donnée à la nécessité de créer une nouvelle méthodologie, sortant des traces habituelles, et cherchant sans ambages à accélérer la solution des grands problèmes du monde avant qu'il ne soit trop tard. Mon livre '20 défis pour la planète, 20 ans pour y faire face', qui reprend toutes les idées mentionnées plus haut, et publié dans plus de quinze langues dans le monde, est toujours parmi la poignée d'ouvrages qui vont au-delà de l'énumération de diverses prévisions et des lamentations d'usage, ou au-delà des pistes utiles mais super-traditionnelles (telle que celle de passer du G8 à un G20, comme si cela était à même de résoudre le 'conflit mortel' dont j'ai parlé plus haut). De nouvelles méthodologies y sont réellement proposées, surtout celle des GIN mais aussi quelques autres, comme l'idée (beaucoup moins percutante) de G20 multiples. »

Comment a-t-on réagi à vos idées ?

« Depuis sept ans, j'ai fait des centaines de discours sur cette question de la méthodologie de résolution des problèmes globaux devant un public nombreux et varié. Du chef d'état au PDG en passant par les organisations non-gouvernementales (ONG) et surtout beaucoup de parterres d'enseignants et de jeunes du monde entier. Je sais maintenant que peu de gens doutent des prévisions selon lesquelles les prochaines décennies seront délicates ou même dangereuses pour nous tous. Il y a également peu de personnes croyant véritablement qu'avec notre système international actuel nous puissions résoudre les problèmes à venir. A la fin de mes discours, une partie des auditeurs (d'autant plus grande que l'audience est jeune) est d'accord avec ceci : en utilisant des méthodologies comme les GIN, il est possible d'augmenter la pression sur les pays, les hommes politiques et même les systèmes internationaux actuels, pour qu'ils tiennent mieux compte des problèmes urgents qui menacent notre planète

et fassent un bien meilleur travail que ce n'est le cas actuellement. Une autre partie des auditeurs (d'autant plus grande que l'âge moyen de la salle est élevé) est moins d'accord, pour différentes raisons. »

« A ces derniers, je pose toujours la question : avez-vous une autre alternative à offrir ? En sept ans, je n'ai jamais eu de réponse affirmative... »



Jean-François Rischard est actuellement consultant en stratégie auprès de plusieurs gouvernements, organisations internationales et multinationales à travers le monde. Il est également l'auteur d'un ouvrage récent (*20 défis pour la planète, 20 ans pour y faire face*, Actes Sud, 2003), conférencier international et membre de plusieurs conseils d'administration des deux côtés de l'Atlantique. De 1998 à 2005 M. Rischard a occupé le poste de Vice-Président pour l'Europe de la Banque Mondiale, en siège à Paris, avec pour mandat de rapprocher la Banque de son principal actionnaire, l'Europe. Ses études : il a obtenu un Doctorat en Droit (1971) au Luxembourg et un MBA (1975) de la Harvard Business School, Cambridge, Massachusetts.

Contact :
jeanfrancoisrischard@speakersacademy.fr